



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 46 – 7 décembre 2022

En bref

L'ONU a annoncé ce 1^{er} décembre qu'environ 7 millions de Vénézuéliens auraient besoin d'aide humanitaire en 2023, contre 5,2 millions en 2022. Cette année, 2,6 millions de Vénézuéliens ont bénéficié d'une aide humanitaire. Dans le monde, près de 339 millions de personnes auront besoin de ce type d'aides en 2023, un chiffre en hausse de 19% sur un an. L'ONU prévoit de pouvoir aider 230 millions de ces personnes, pour un coût de 51,5 Mds USD. Pour le Venezuela, l'ONU a fait une demande de 1,7 Md USD sur deux ans.

LE CHIFFRE À RETENIR

7 MILLIONS

C'est le nombre de Vénézuéliens qui pourraient avoir besoin d'aide humanitaire en 2023 selon l'ONU.

Zoom sur : Le rôle des pays de la zone à la COP15 sur la biodiversité.

La COP15 sur la Biodiversité débute ce 7 décembre à Montréal. Les pays de la zone ont un rôle clé concernant les questions de biodiversité : ils sont pour la plupart recouverts partiellement par la forêt amazonienne. Ils abritent également des écosystèmes divers, à l'instar de la Colombie, pays mégadivers avec une des plus grandes biodiversité du monde. Selon WWF, entre 1970 et 2018, l'abondance d'animaux en Amérique latine a diminué de 94 %.



Convention sur la
diversité biologique

BOLIVIE

La part du budget 2023 dédiée aux subventions pour les hydrocarbures doublera en lien avec la guerre en Ukraine.

Le gouvernement a annoncé que le budget correspondant à la subvention des hydrocarbures passera de 700 MUSD en 2022 à plus de 1,4 Md USD pour 2023. Zenon Mamani, Vice-Ministre du Budget et de la Comptabilité Fiscale, a justifié cette augmentation par le conflit entre la Russie et l'Ukraine et la hausse générale des prix des combustibles à échelle mondiale depuis février 2022. Le Vice-Ministre rappelle que la Bolivie est un producteur de gaz naturel, mais qu'elle dépend d'importations pour satisfaire la demande interne s'agissant des carburants. D'après l'Institut National de la Statistique (INE) les importations de carburants et de lubrifiants ont augmenté de 140 % entre janvier et octobre de cette année, par rapport à la même période l'année dernière.

Les exportations boliviennes devraient battre leur record historique de 2014.

Selon le dernier rapport sur le commerce extérieur bolivien publié par l'Institut national de la Statistique (INE), les exportations totalisaient plus de 11,6 Mds USD sur la période janvier-octobre 2022, soit 29 % de plus que durant la même période en 2021. Au rythme actuel, les exportations dépasseront les 13 Mds USD d'ici la fin de l'année, soit le montant record atteint en 2014. Plusieurs

facteurs expliquent cette tendance, notamment la reprise des ventes de gaz naturel à l'étranger et la croissance des exportations de produits manufacturés. A titre d'exemple, entre janvier et octobre 2022, la valeur des exportations de soja et de ses dérivés a augmenté de 74 %; elles ont atteint 2,1 Mds USD (soit 3,2 M tonnes), alors sur la même période de 2021, elles étaient à 1,1 Md USD (soit 2,1 M tonnes).

COLOMBIE

L'inflation en novembre s'établit à 12,53 %.

Les niveaux d'inflation en glissement annuel continuent de battre des records. En novembre, l'inflation en g.a. se situait ainsi à 12,53 %, contre 12,22 % en octobre 2022 et 5,62 % en novembre 2021. L'inflation mensuelle (par rapport à octobre 2022) s'établissait à 0,77 % et l'inflation depuis janvier à 11,72 %. Les produits qui pèsent le plus sur l'inflation sont les aliments et les boissons non-alcoolisées, qui apportent 0,29 pt% au total, avec une inflation en g.a. à 27,1 %. Les foyers les plus pauvres sont les plus touchés par l'inflation, qui s'élève à 14,34 % en g.a. pour eux, contre 10,97 % pour les revenus les plus élevés. Les niveaux d'inflation auront aussi des conséquences sur les hausses potentielles du salaire minimum, actuellement en discussion.



Les exportations sont en hausse de 47 % entre janvier et octobre.

Elles s'établissent ainsi à 48 Mds USD, soit une hausse de 47 % par rapport à la même période en 2021. Elles sont principalement tirées par les ventes d'hydrocarbures et de mines, qui s'élèvent à 27 Mds USD (+76 %). Les exportations de produits alimentaires atteignent quant à elles 10 Mds USD (+27 %) et celles de produits manufacturés à 9 Mds USD (+23 %). La vente d'or non-monnaire est quant à elle en baisse. Certains analystes craignent par ailleurs l'impact des nouvelles normes environnementales de l'Union européenne (pesticides, déforestation) sur les exportations du pays.

Le chômage diminue en octobre et se situe à 9,7 %... mais l'emploi aussi.

Cela représente une diminution de 2,3 points par rapport à octobre 2021 (12,0 %). Toutefois, par rapport à septembre 2022, tant le chômage que l'emploi diminuent. La population occupée a ainsi diminué de 1,1 % en un mois. Aussi, l'informalité se situe toujours à 58 % en Colombie, ces données concernant le chômage sont donc à nuancer.

La confiance des ménages diminue en novembre.

C'est ce que montre l'Indicateur de Confiance de Davivienda : 36 % des personnes interrogées indiquent que leur confiance dans la situation économique a diminué par rapport à octobre. Par ailleurs, 34 % des répondants ont indiqué

considérer la situation économique comme mauvaise voire très mauvaise. Cette baisse de la confiance des ménages s'explique notamment par la forte inflation, la hausse des taux d'intérêt et les niveaux historiquement hauts du taux de change du peso colombien (COP).

EQUATEUR

Le salaire minimum augmente de près de 6 %.

Le gouvernement a annoncé une augmentation du salaire minimum de 5,88 % qui s'établira désormais à 450 USD à partir du 1^{er} janvier 2023. Cette augmentation, qui est perçue par les milieux entrepreneuriaux comme une mesure négative pour la productivité du secteur privé, s'inscrit dans le cadre des promesses de campagne électorale du Président Lasso, à savoir l'augmentation de 25 % du salaire minimum en 4 ans, pour atteindre 500 USD. Le salaire minimum équatorien s'établit ainsi au même niveau que le salaire minimum chilien, le plus élevé de la région (450 USD).

La CAF a approuvé un crédit de 100 MUSD dans le secteur eau et assainissement.

La CAF, a approuvé un crédit de 100 MUSD qui permettra de financer des infrastructures d'eau et d'assainissement dans les zones qui ont été touchées par le séisme de 2016. Ce financement permettra par ailleurs de soutenir le plan de reconstruction et de réactivation productive porté par le Ministère des Transports et des Infrastructures, qui sera l'interlocuteur des



collectivités locales dans la mise en place de ces projets.

GUYANA

La majorité des IDE dirigés vers les Caraïbes en 2021 ont été perçus par le Guyana selon l'ONU.

Le Guyana a ainsi reçu 4,5 Mds USD d'Investissements Directs Etrangers (IDE) l'année dernière, sur les 9,0 Mds USD perçus par l'ensemble des Caraïbes. Ces IDE ont été largement dirigés vers le secteur des hydrocarbures au Guyana, qui concentre 63 % du total. Le Guyana est suivi par la République dominicaine, qui a touché 35 % du total des IDE des Caraïbes. Les principaux investisseurs de la zone sont l'Union européenne (36 % du total) et les Etats-Unis (34 %).

Le Guyana vend ses premiers crédits carbone.

Ce 2 décembre, le Guyana a signé un premier accord avec *Hess Corporation* concernant la vente des premiers crédits carbone du pays, pour un montant de 750 MUSD entre 2022 et 2032. Les revenus tirés de ces crédits carbone, notamment depuis l'exploitation des hydrocarbures du pays, devraient contribuer à l'adaptation au changement climatique du Guyana, en luttant en particulier contre la déforestation.

PEROU

Le Congrès et le Ministère de l'Economie et des Finances arrivent à un accord sur le budget 2023.

Le Congrès de la République a validé ce 6 décembre les trois lois relatives au budget public, à l'équilibre financier et à l'endettement pour l'année 2023. Le budget initial 2023 sera de 56 MUSD (*Presupuesto Inicial de Apertura – PIA*, 214 Mds PEN). Il sera supérieur de 9 % par rapport au budget de 2022, soit la plus forte augmentation enregistrée au cours des cinq dernières années selon le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Les secteurs Education et Santé concentreront à eux seuls 31 % des dépenses. Les discussions pour l'adoption de ce budget ont été particulièrement tendues entre le Congrès et le MEF; la Commission du Budget du Congrès souhaitait notamment introduire plus de 300 MUSD (1,1 Md PEN) de dépenses additionnelles, ce qui rendait « impossible l'adoption d'un budget déséquilibré » selon Kurt Burneo, Ministre de l'Economie.

SURINAME

Staatsolie annonce qu'il n'y aura pas d'exploitation pétrolière offshore avant 2027.

Cette annonce de l'entreprise énergétique publique du Suriname intervient après plusieurs phases d'exploration *offshore*, principalement par TOTAL. Face à cette déclaration, le



Président Chan Santokhi a tenu à souligner que le secteur agricole était également prometteur pour le pays.

American Airlines ne maintiendra pas la ligne vers le Suriname.

Une ligne aérienne existe entre Miami et Paramaribo et était opérée par *American Airlines*, mais devrait être supprimée à partir du 1^{er} mars 2023. Cette décision peut s'expliquer par divers facteurs, dont la faible demande sur la ligne aérienne. La fin de cette ligne représente un retour en arrière par rapport à l'interconnectivité du Suriname et des pays voisins, puisqu'il n'y aura plus de vol direct vers les Etats-Unis.

Le Suriname et les Pays-Bas signent un accord bilatéral concernant la restructuration de la dette dans le cadre de l'accord avec le Club de Paris.

C'est le deuxième accord bilatéral signé dans le cadre de l'accord du Club de Paris signé en juin 2022 concernant le rééchelonnement de la dette du Suriname, après celui avec la France début octobre. La dette rééchelonnée du Suriname vis-à-vis des Pays-Bas s'élève à 25 MEUR. Pour le Suriname, cette restructuration signifie non seulement une réduction des intérêts de la dette, mais aussi une réduction substantielle de la dette totale, envoyant un signal de reprise de confiance au Suriname.

VENEZUELA

L'inflation en novembre s'élève à 213 % en g.a. selon l'OVF.

Selon l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), la hausse des prix s'est accélérée en novembre: l'inflation mensuelle s'élève à 21,9 %, l'inflation en glissement annuel à 213 % et l'inflation cumulée en 2022 à 195,7 %. Cette accélération de l'inflation se produit dans un contexte de dépréciation importante du bolivar (-56 % en un an) et de perte de réserves de 1,2 Md USD (en un an aussi). L'OVF a signalé que les secteurs présentant le plus de variations sont : les divertissements (30,4 % d'inflation), les biens et services divers (27,9 %), l'éducation (29,4 %), les vêtements et chaussures (27,5 %).

Le secteur industriel a opéré à 39 % de sa capacité au T3 2022 selon Conindustria.

Les chiffres de *Conindustria*, la Confédération des Industriels du Venezuela, soulignent que cela représente une hausse de 13,6 points par rapport au T3 2021. L'opérabilité est également en hausse par rapport au dernier trimestre, lorsqu'elle se situait à 31 %. 65 % des entreprises interrogées ont indiqué que leur production avait augmenté au T3 2022 par rapport au T3 2021. 36 % d'entre elles ont aussi indiqué avoir exporté des produits.



N. Maduro annonce la réactivation de crédits bancaires pour le secteur touristique.

N. Maduro a également annoncé que ces crédits pourraient être réalisés dans toutes les devises. Pour rappel, le portefeuille de crédits du Venezuela s'élève à 617 MUSD, un niveau faible par rapport à la taille de l'économie.

N. Maduro se dit prêt à tenir des élections présidentielles « libres » en 2024, à condition que l'intégralité des sanctions contre le Venezuela soient levées.

Cette annonce intervient alors que les Etats-Unis viennent d'accorder une nouvelle licence de production à l'entreprise pétrolière Chevron après les discussions entre le gouvernement de N. Maduro et l'opposition politique à Mexico. Les discussions devraient aborder les élections présidentielles sur les semaines à venir.

La Banque centrale vend 40 MUSD aux institutions bancaires pour contenir le taux de change.

Ce 2 décembre, la Banque centrale vénézuélienne a vendu 40 MUSD aux institutions bancaires, avec pour objectif de contenir le taux de change avec le Bolivar (VEB), alors que l'offre de devises sur le marché est limitée. Le taux de change de cette opération s'établit à 11,08 VEB pour 1 USD.

Reuters aurait eu accès au projet de loi de finances 2023 estimé à 14,6 Mds USD (170,7 Mds de bolivars).

Selon un document vu par *Reuters*, le gouvernement vénézuélien estime que les revenus des exportations de pétrole brut financeront 63 % du budget national de 2023, dont 9,3 Mds USD pour les secteurs de la santé, de l'éducation, des salaires, des pensions et des aides sociales, alors que la production pétrolière stagne et que certaines sanctions états-uniennes sont partiellement revues. Le projet de loi de finances 2023 ne mentionne pas le prix du pétrole brut ni la production moyenne, comme c'était le cas il y a encore six ans.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international